

DOI : 10.5281/zenodo.12571702

LE FRANCAIS EN ALGÉRIE OU DU DÉBAT ENTRE L'IDENTITÉ ET L'ALTÉRITÉ¹

Résumé: Ce travail de recherche tente de croiser une littérature appartenant autant à la sociolinguistique algérienne que des connaissances liées aux notions de la langue et de l'identité, et ce, dans la construction du rapport à l'altérité linguistique. Celle-ci remise en question en Algérie, elle est mise à la question dans notre recherche reposant sur des données recueillies dans un débat sur Twitter ainsi que d'un questionnaire en ligne. Les résultats des analyses montrent que le français en tant qu'altérité linguistique est appréhendé différemment, qu'elle est en reconfiguration permanente et que la politique autant que l'Histoire ou l'économie notamment en font le terrain où se manifestent réellement les tractations diverses et les priorités d'une société en mouvement.

Mots-clés : Altera lingua, français, sociolinguistique algérienne, unidentité

FRENCH IN ALGERIA OR THE DEBATE BETWEEN IDENTITY AND ALTERITY

Abstract: This research work attempts to cross literature belonging to both Algerian sociolinguistics and knowledge related to the notions of language and identity, in the construction of the relationship with linguistic otherness. This relationship, questioned in Algeria, is subject to questioning in our research based on data collected from a Twitter debate and an online questionnaire. The results of the analyses show that French, as linguistic otherness, is apprehended differently, that it is in permanent reconfiguration, and that politics, as well as history and the economy, are the fields where various negotiations and priorities of a society in motion are actually manifested.

Keywords: Altera lingua, French, Algerian sociolinguistics, identity

1. Introduction

La situation sociolinguistique en Algérie est sujette au débat et elle l'est davantage ces dernières années. Le débat autour de la question de l'introduction de l'anglais dans les programmes de l'enseignement primaire en est l'exemple et cela permet une percée dans l'imaginaire linguistique algérien remettant en question le rapport particulier au français comme étant la 1^{ère} langue étrangère enseignée dans les établissements scolaires. Le 19 juin 2022, l'agence de presse algérienne rapporte dans un article publié sur sa page Web : « Président Tebboune : adopter la langue anglaise à partir du cycle primaire » (APS, 2022)². Opter pour l'anglais comme langue étrangère dans les écoles primaires, correspondant au premier cycle de l'instruction publique en Algérie, est une décision reposant sur des études approfondies menées par des experts selon le même article. Cet événement passe-inaperçu pour ceux qui ne connaissent pas assez la composante linguistique très débattue historiquement dans ce pays. En Algérie, le français va rentrer réellement dans une

¹ Ali Bouzekri, Université Ibn Khaldoun Tiaret, Algérie, bouzekriali51@yahoo.fr

² APS : Agence de la presse algérienne, institution de l'information de l'état.



concurrence avec l'anglais à un moment de changements politiques perceptibles à plus d'un niveau. Cette concurrence peut être appréhendée dans le cas algérien comme une menace, selon Hagège cité par De Visscher (De Visscher, 2017 : 274) d'une langue et d'une culture francophone fortement ancrée en Algérie, car « la pression de certaines langues est redoutable » La particularité de cette situation réside en partie dans le substrat linguistique de ce pays et le contexte politique de la prise de cette décision. Cette tentative de promotion de l'anglais au primaire n'est pas une première en Algérie. Alors en crise politique en 1992, le ministère de l'Éducation de l'époque a introduit les premières classes d'apprentissage de l'anglais : une expérience abandonnée et une suppression rapide des classes d'anglais se faisaient au bout de quelques années. Le ministre de l'Éducation nationale de l'époque accuse dans l'émission « Sans frontière »¹ un lobbying derrière l'échec de cette expérience de substitution du français par l'anglais. La question de la langue dépassait en apparence les institutions officielles au profit de lobbyings très influents. Le couple langue-identité à travers le rapport à la langue française est à la question dans ce papier car en présence d'incessants débats sur la langue n'ayant pas permis jusqu'à présent de concilier les positions controversées. Au-delà de cette situation diglossique ordinaire et au-delà des débats pendant les moments de mutation politique et sociale, le recours des locuteurs à utiliser l'un ou l'autre des idiomes à diverses fins est souvent évoqué. Des soupçons quant à un rapport étroit à la langue qui serait exploitée politiquement par les uns contre les autres, il s'agit du rapport exclusif / inclusif alors exploité par les locuteurs d'où le recours dans ce travail au néologisme de l'unidentité comme le définit Marc Crépon (Gauthier, 2011). Cette notion renvoie d'une part à l'unicité de la langue appropriatrice et appropriée de la communauté nationale d'une part et identificatrice culturellement de cette même communauté d'autre part ; l'instrumentalisation politique de la langue est le versant de cette notion. Dans l'optique de la construction des réalités de l'altéra lingua reposant sur un substrat identitaire ou idéologique, il est question dans cet article de définir précisément les représentations partagées par des internautes autour de la langue française en tant qu'altéra lingua en Algérie.

2. Du couple Identité-langue à l'unidentité

La notion de l'identité, du latin « idem » renvoie au « caractère de ce qui est tout à fait semblable à quelque chose ou de ce qui demeure le même [...] à travers le temps. » (Laurence Hansen-Løve & Al, 2011 : 219). Nous sommes loin d'une ressemblance en termes d'égalité, l'identité renvoie à des traits à la fois communs à un groupe d'individus, mais ces mêmes traits sont distinctifs du même groupe par rapport à d'autres groupes d'individus. Le rapport entre l'identité et la langue n'est pas accessible à première vue, et ce, selon la situation sociolinguistique des communautés. Pour les défenseurs des langues minorées pour des raisons politiques notamment, le lien pour ceux-là est fondateur de la communauté et il est considéré *stricto sensu* comme une condition d'appartenance à cette même communauté. Nous notons le caractère inclusif/exclusif selon que l'on s'approprie ou pas la langue et par conséquent cela définit notre appartenance ou non à la communauté. Sur ce plan, Godart-Wendling parle de groupe stigmatisé pour qui « la langue peut être mise en avant comme un vecteur de son identité. » (Godart-Wendling, 2020 : 4). La minoration des langues sur un plan purement politique peut être perçue comme une tentative de sauvegarde de l'unité nationale à l'image du français en France qui élimine par décret l'ensemble des patois qui menaceraient l'unité du peuple de France. Barbour cité par Josserand (2011 : 90) va jusqu'à en faire un

¹ Émission diffusée le 21/10/2015 sur la chaîne qatarie AL jazzera



élément d'identification d'une nation : « [...] nation et langue vont souvent de pair pour définir une nation en tant que telle ou par rapport à une autre. ». Béatrice Godart-Wendling définit comme naturel le lien entre la langue et l'identité et elle le considère comme un lien étroit et indissociable : « *Parce que l'homme est un animal grégaire, politique, dépendant affectivement, si bien qu'il a besoin de pouvoir parler la même langue que ses congénères pour mener à bien ses actions et se sentir membre d'une communauté.* ». (Godart-Wendling, 2020 : 1). Cependant, nous notons que cette tendance de faire passer pour nécessaire le rapport identité-langue ne peut être appliquée dans le cas de communautés ne tenant pas compte de la langue comme élément identitaire nécessaire à l'exemple de la Suisse qui n'a pas de langue suisse. Edwards cité par Josserand (2011 : 93) pense qu' : « Il est vrai que certaines communautés n'ont pas obligatoirement une identité pour laquelle la langue est essentielle, et que la langue n'est jamais importante pour le maintien de l'identité. ». Le terme « unidentité » utilisé par Marc Crépon (Gauthier, 2011) est un terme qui renvoie à l'instrumentalisation de la langue à des fins politiques en insinuant l'idée d'une seule et unique langue qui revêt un caractère commun à tous les citoyens. Notons que dans le cas échéant, il serait plus difficile de dissocier les deux notions : la langue devient alors une composante définitoire de l'identité nationale.

3. Identités linguistiques en Algérie : les défis d'un vivier linguistique

L'histoire de l'identité linguistique algérienne est enfouie dans l'histoire de ce pays indépendant ainsi que dans son histoire ancestrale. Nous nous intéressons dans cet élément à l'histoire de l'identité linguistique algérienne post-indépendante. Le 5 juillet 1962 est une date qui clôt l'histoire d'une présence française sur le sol algérien, et ce, depuis le 5 juillet 1830. Le français comme langue est acquis malgré des malheurs populaires pendant 132 ans de colonisation. Un acquis qui permet de dire son algérianité comme le défendait Kateb Yacine (Martin, Patrice, et Christophe Drevet, 2009 : 53) en disant qu'il écrit en français pour dire aux Français qu'il n'est pas français. De là naît une volonté de comprendre ce que représente réellement le français pour un Algérien. Le contexte sociolinguistique algérien est qualifié de situation de plurilinguisme complexe vue l'intersection des domaines d'usage des langues et des pratiques effectives des idiomes en présence. Cette situation est décrite de manière précise dans les travaux de Khaoula Taleb Ibrahim (2006 : 213) qui distingue trois sphères linguistiques : arabophone, berbérophone et une sphère des langues étrangères. L'identification de ces trois sphères repose sur la démographie, le poids de l'histoire, la géographie, l'absence des éléments de standardisation tels que l'uniformisation et la codification certains parlars régionaux. La sphère arabophone étant la plus importante démographiquement et par conséquent elle a l'arabe comme langue d'usage. Cette sphère est en adéquation avec une politique reposant sur l'unicité de la langue pour l'union de la nation. Cette situation a été exposée dans l'élément précédent notamment dans le cas de la France sous François I^{er}. Etant un élément de solidité de l'état et un signe d'union de son peuple, l'Algérie indépendante a misé sur l'arabisation comme un élément identitaire différenciant le peuple algérien de son ex-colonisateur, car l'arabe standard dit « Fusha » est une langue codifiée, normée en plus d'être officiellement l'idiome le plus parlé dans toute l'étendue géographique allant du Golf arabe jusqu'au Moyen-Orient en arrivant à l'Océan Atlantique passant par l'Algérie. Khaoula Taleb Ibrahim (2006 : 115) expose cette situation de l'arabe tout en évoquant la situation diglossique par rapport à d'autres idiomes qui n'ont pas encore atteint le stade d'une langue standard comme dans le cas des divers dialectes berbères qu'elle insère dans la sphère berbérophone. En l'absence de consensus Khaoula



Taleb Ibrahim (2006 : 103) pense aux difficultés liées à ce sujet en disant que : « La définition d'une norme linguistique commune étant un objectif qui semble relever plus de l'utopie que de l'appréhension réaliste des faits et de leur déroulement historique. ». C'est le français comme langue étrangère qui a le plus influencé les usages et qui a bouleversé l'espace linguistique et culturel algérien. Les circonstances de son introduction, dans cet espace, lui ont conféré un statut particulier dans la société algérienne coloniale et postcoloniale. Le français imposé par « le feu et le sang » comme le souligne Taleb Ibrahim Khaoula (2006) visait l'acculturation de l'Algérien et à le déposséder de sa langue en vue de son intégration dans un processus de francisation facilitant l'annexion du pays. Le refus d'apprendre le français a changé autour des années 1880 où sous la Troisième République française l'on a procédé à l'instauration de l'école publique en France. Le français est dès lors considéré comme un levier sur lequel repose en partie la défense de son identité nationale. Malgré les taux de scolarisation de 2% à 5 % entre les années 1888 à 1914 (Taleb Ibrahim, 2006), cette vision est conforme au propos de Khaoula Taleb Ibrahim :

« [...] ils ont compris qu'il fallait s'approprier la langue de l'occupant et son mode de pensée pour le contrer sur son propre terrain, qu'il fallait s'armer de ses propres armes pour entrer dans le monde moderne, pour mieux s'opposer à la présence coloniale et se défendre contre l'oppression et l'injustice. »

La généralisation de l'apprentissage du français se produit à partir de 1962 et c'est à partir de 1978 que les efforts de l'arabisation semblent instaurer une dualité entre les idiomes avec l'instauration de l'école fondamentale : l'arabisation se fait progressivement avec un recul de l'enseignement du français. L'enseignement est complètement arabisé à partir de 1988/1989. La réhabilitation du français dans les enseignements revient à partir des réformes de l'an 2000. Cela s'est produit avec une introduction du français depuis la deuxième année primaire même si abandonné par la suite pour un engagement de son apprentissage à partir de la troisième année primaire jusqu'à nos jours, et ce, à partir de 2006/2007. Le français comme langue étrangère véhiculaire est le plus répandu dans les diverses strates de la société algérienne, et ce, pour diverses raisons ainsi que pour le substrat historique et culturel. Notons au passage la dualité existante entre l'élite francophone et l'élite arabophone dans un vivier linguistique plein de tractations politiques, économiques et sociales notamment.

4. Constats et postulats

Le point de départ étant des observations participantes sur les réseaux sociaux lors de la crise politique accompagnant le retrait du président Bouteflika du pouvoir. Dans un deuxième nous attachons de l'importance également les revendications incessantes comme celles de l'association des parents d'élèves, le Forum de la citoyenneté et de l'environnement, des internautes et même des responsables de secteurs influents comme le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique qui a déclaré en 2019 que : « Le français ne vous mène nulle part. », et ce, selon le journal d'Elwatan¹ paru le 9 juillet 2019. Les réseaux sociaux sont à la tradition romaine des lieux de débats publics. Des sujets divers y sont traités et les questions qui reviennent souvent dans les propos des participants algériens sont : la liberté d'expression, le mouvement féministe très présent avec ses slogans, les relations avec la France ainsi que la question du bilinguisme non officiel et les représentations qu'avaient les interlocuteurs arabophones et francophones les uns des autres

¹ Journal algérien d'expression française



notamment au sujet de l'influence idéologique de l'élite francophone en la matière et les choix politiques et linguistiques défendus et/ou à défendre. Tout en adhérant au propos de Godart wendling (2020 : 38) qui pense que : « [...] le sentiment d'identité n'intervient pas seulement au niveau de la langue (pensée comme un trésor abstrait que nous posséderions tous), mais également dans l'usage que les locuteurs font de celle-ci. ». Et tout en tenant compte de cette situation d' « affrontement binaire français vs arabe » selon Manzano, (Manzano, 2003), des courants politiques et idéologiques hostiles au rapprochement entre la France et l'Algérie (François Euvé, Nathalie Sarthou-Lajus, 2021) et enfin de l'idéologie portée par la langue et la menace qu'elle représenterait pour la culture de l'autre selon Claude Hagège cité par De Visscher (De Visscher, 2017) nous pensons à la notion de l'altérité linguistique particulière du français dans le cas algérien. Cette situation linguistique ne semble pas une simple concurrence purement linguistique, mais il semble que le poids de l'histoire, de la politique, les lobbyings (François Euvé, Nathalie Sarthou-Lajus, 2021) seraient derrière les remaniements linguistiques notamment dans le cadre scolaire en Algérie. Les constats évoqués précédemment autour de débats des réseaux sociaux portant sur la langue nous orientent vers la formulation de postulats qui admettraient pour commencer le fait qu'il existe une concurrence entre le français et l'arabe dépassant le volet purement linguistique et que les mobiles et les idéologies qui motivent les participants sont autant divers que controversés. Pourquoi ce combat acharné pour l'un ou l'autre des idiomes ? La prise de position pour l'un des deux idiomes serait-elle définitoire d'une identité socio-politique ? Quelle altérité linguistique à l'égard du français ?

5. Cadrage théorique et méthodologique

Nous nous référons tout au long de cet article à un cadrage théorique s'inspirant dans un premier temps des travaux sur la glottophobie et la discrimination linguistique, nous faisons appel au néologisme « unidentité », un concept introduit par Marc Crépon et discuté notamment dans les travaux d'Emilie Tardivel (Tardivel, 2016) autour de la question de l'identité-langue. Nous inscrivons la globalité de notre travail dans l'étude du cas algérien à l'égard du français et nous nous inspirons par conséquent de la littérature décrivant le contexte sociolinguistique algérien d'où le recours aux travaux de Taleb Ibrahim (2006) sur la situation sociolinguistique de l'Algérie. Notre étude se veut une tentative de réponse à la question du français et ses représentations en tant qu'altérité linguistique, et ce, auprès d'un public algérien sur des plateformes de communication en ligne. L'intérêt de cette étude tient du fait que la question est évoquée à un moment de remaniement linguistique scolaire très débattu : opter pour l'anglais comme première langue étrangère à apprendre au primaire. Le statut du français comme première langue étrangère est théoriquement à revoir et les représentations chez les participants permettent de définir le rapport qu'entretiennent ceux-ci à la langue française notamment et le rapport de celle-ci à l'identité nationale. La substitution du français par l'anglais est un sujet évoqué à plus d'un niveau de la société algérienne particulièrement ces dernières années. Notre étude repose sur une approche analytique et descriptive croisant à la fois des résultats obtenus suite à un questionnaire en ligne et des interventions de participants à un débat récent sur Twitter autour de l'introduction de l'anglais comme langue étrangère. Le débat exploité dans cette recherche est le plus récent sur Twitter au moment de la rédaction de cet article, il est introduit par « Monde numide » le 19 juin 2022 et il traite de l'introduction de l'anglais dans le cycle primaire. Le choix portant sur cette discussion se fait en tenant compte tout d'abord du thème traité à savoir l'anglais comme langue d'enseignement qui pourrait constituer une menace directe de la place du



français. L'aspect récent de la publication et les critères qualitatifs et quantitatifs comptent dans le choix de ce débat qui présente des divergences d'opinions exposées et argumentées. Les Twittes sont analysés comme discours de langues sur la langue, les langues utilisées pour répondre à la question peuvent être reçues comme indicateurs de préférences à l'une ou à l'autre des langues. Les commentaires des participants au débat sont insérés dans une analyse qualitative de l'introduction de l'anglais comme langue à apprendre par substitution au français.

6. Discussion des résultats

Nous procédons à exposer principaux résultats analysés en trois parties : la population de l'enquête et les participants au débat, la place proprement parler du français à travers les réponses au questionnaire et dans le débat, le rapport à la langue française dans le contexte algérien.

6.1 Les participants au débat et au questionnaire

La première partie du questionnaire permet de définir les contours de l'échantillon de notre enquête. Le public répondant au questionnaire en ligne est un public de Twitter. Les 36 participants sont de nationalité algérienne. Résidants à 96.2% en Algérie, ils présentent des tranches variées de naissance allant de 1959 jusqu'à 2001 avec une majorité de jeunes à partir des années 1990. Le public répondant au questionnaire est un public universitaire à un pourcentage avoisinant les 92%. Aucun choix n'a été fait du public enquêté hormis son appartenance au réseau Twitter là où le lien du questionnaire était posté. Les données recueillies définissent clairement les contours de cette population francophone, car les enseignements dans les universités algériennes se font souvent en français et de façon particulière dans les instituts de sciences et techniques. Les réponses au questionnaire sont un indicateur de l'usage répandu du français comme langue de communication. Le jeune âge des répondants témoigne de l'intérêt porté autant à Twitter comme moyen de communication et également à ce même intérêt des participants au sujet de la place de la langue française en Algérie. Le nombre des participants au débat retwitté 384 fois et ayant reçu 1367 appréciations par « j'aime », le débat permet l'interaction de 44 participants qui ne partagent pas les mêmes opinions à ce sujet.

6.2 La place du français en Algérie

« La place du français » est opérationnalisée à travers trois questions formulées dans le questionnaire. Ces trois questions sont considérées comme des indicateurs de la place du français en tant que langue de communication, d'usage et en tant que langue étrangère dans l'imaginaire algérien et qui est représenté explicitement dans le propos des répondants défendant le projet d'intégration de l'anglais au primaire. 65% des répondants au questionnaire confirment l'utilisation du français au quotidien et au travail alors que les 35% restant l'utilisent rarement. Aucun participant n'a déclaré ne jamais utiliser le français. Ces chiffres confirment la francophonie effective de l'Algérie : le français est présent en tant que langue véhiculaire et comme une langue de communication informelle. Cependant, 82.1% des répondants utilisent le français dans les communications sur les réseaux sociaux. Deux



grandes tendances sont à évoquer dans les réponses des participants à la question « Que représente pour vous la langue française ? » : la première est typiquement pragmatique et elle renvoie à l'utilité des deux langues à savoir l'anglais et le français ; la seconde est plus profonde et elle renvoie à un substrat historique quant au recours au français de façon particulière. Les répondants au questionnaire émettent des avis divers. Si pour certains c'est « une *simple langue de communication* », le français est typiquement véhiculaire et il est utilisé selon les participants à communiquer, pour apprendre la médecine, ou à utiliser en signe de prestige social. Cette question a tout de même révélé une tendance favorable à l'anglais au détriment du français. Le comparatif est bien présent dans le propos des répondants entre ces deux idiomes : l'anglais semble mieux représenté en tant que première langue étrangère à apprendre. Une des réponses qui ont attiré notre attention et qui est directement liée au projet d'intégration de l'anglais au primaire en ce moment :

« Une langue étrangère comme toutes les autres langues du monde ...C'est une langue en principe Un trésor et une richesse de la culture et la civilisation française (par ex : l'Empire romain) Une langue qui va peut-être perdre sa primordialité ou sa valeur dans l'apprentissage face à la langue anglaise mais impossible de l'ignorer entièrement »

Le caractère universel de l'anglais (comme la première langue parlée mondialement) et très utile notamment lors des déplacements à l'étranger : un argument issu de l'expérience autant individuelle que collective. Les réponses suivantes confirment cette vision :

« Une langue vivante mais pas utilisable mondialement
Une langue étrangère se placer après la langue anglaise. Un butin de guerre
Une langue qu'on perd le temps à apprendre surtout lorsqu'on voyage, on trouve qu'elle ne vaut rien. »

Les réponses à la question de l'intégration de l'anglais au primaire interpellent automatiquement les participants à s'interroger sur la place du français étant la première langue étrangère enseignée en Algérie jusqu'ici. Le parallèle est vite fait entre ces deux idiomes chez les participants au débat sur Twitter aussitôt la question est posée. Dans la majeure partie du débat, nous notons la salutation de la décision d'avoir finalement opté pour l'anglais pour des raisons liées à la place de cette langue. Les arguments avancés en faveur de l'anglais sont majoritairement pour son caractère mondial, ses apports sur le plan économique, sa simplicité et la facilité de l'apprendre. Nombre important de participants semblent être soulagés de la décision de passer à l'anglais : « enfin ! », « at least », « yessssss ! », « bonne initiative », c'étaient certaines des réponses qui méritent d'être vues sous l'angle des aspirations populaires d'un redressement linguistique en partie dans un cadre scolaire. La deuxième grande tendance des réponses dans notre travail autant dans le questionnaire que dans le débat est celle qui met l'accent sur le caractère identitaire de la langue. En réponse à la question de « la place du français en Algérie », des répondants se réfèrent à une historicité définitoire de cet idiome. Cela rappelle le propos de Kateb Yacine à ce sujet, le français est un butin de guerre ainsi qu'un moyen pour dire sa différence et de rejeter l'altérité : apprendre le français pour dire ne pas être français. Dans ce qui suit une partie des réponses à la question :

Plusieurs représentations 1) langue de colonisation 2) langue des sciences (ex: médecine)
C'est une langue de colonialisme
Une langue étrangère se placer après la langue anglaise. Un butin de guerre
الاستعمار (Traduction : la colonisation.)



Pour des participants, la langue française est intimement liée au colonialisme avec tout ce que peut contenir ce mot de souvenirs déplaisant. Il faut rappeler que l'Algérie était un département français depuis le 19^{ème} siècle et qu'un régime particulier y été exécuté : l'indigénat. Le français était la langue d'enseignement malgré les très bas taux de scolarisation des indigènes. L'ouvre coloniale passe par la francisation (Taleb Ibrahimi, 2006) des indigènes voilà comment se voit imposé le français au peuple. Cette politique linguistique a marqué les esprits et l'histoire de l'Algérie d'où cette association entre la langue française et la colonisation dans les réponses recueillies dans le questionnaire. Le débat sut Twitter présente à son tour la même association entre le français et l'histoire coloniale française en Algérie. L'image partagée par l'un des participants du débat donne une idée sur le rapport exigu entre la France et le français en tant que langue étrangère en Algérie. L'image ci-dessous représente la France liées par ses racines à l'Algérie.



Figure 1 : Une réponse au sujet twitter.

La sémiotique de l'image permet de définir pour commencer deux pays proches géographiquement et très éloignés par les faits de l'histoire coloniale. L'image représente des liens sous formes de racines qui semblent déranger et qui doivent être coupées comme l'indique l'expression traduite de l'arabe : « Il est temps de couper les racines. ». Cette situation est mieux définie dans le propos d'Euvé et Sarthou-lajus (2021) :

« [...] car une entente et une amélioration des rapports entre les deux pays sur le passé colonial et les questions mémorielles risquent non seulement d'être dénoncées aussitôt en France par le lobby nostalgique de l'Algérie française et par des courants politiques et idéologiques traditionnellement hostiles au sein même du régime et quelques courants islamistes en Algérie, qualifiant tous ceux qui tentent un rapprochement avec la France de « hizb frança¹ » »

¹ La traduction littérale de l'expression est « le parti de la France »

La langue est le lien reliant l'Algérie à la France, il est à couper selon le participant pour les mouvements contestant toutes les formes de la présence française en Algérie. La décision du passage à l'anglais comme langue d'enseignement au primaire reconforte le participant qui défend l'opportunité de finir avec le français. La place de celui-ci à travers le questionnaire et le débat sur Twitter est remise en question à plus d'un plan : les participants sont fantasmés de l'idée de l'introduction de l'anglais au détriment du français, car le parallèle entre les deux idiomes est souvent évoqué pour justifier le passage à l'anglais. Ce qui motive une partie des participants de devoir s'engager dans cette voie au détriment du français est le fait que l'anglais a entièrement le droit de supplanter le français qui est imposé par l'ex-colonisateur. Sur ce point, nous rappelons la question mémorielle qui est toujours posée et qui empêche des rapports apaisés entre ce qui renvoie à la France en Algérie. La langue française en ce point précisément est plus qu'une langue, mais une histoire et une altérité rejetée en partie pour cela.

6.3 Construction sociale de l'altérité linguistique

Au-delà d'une vision pragmatique de l'apprentissage de l'anglais, il est clair que le français est plus qu'une langue pour les participants au questionnaire et au débat. Ceux-ci pensent que le rapport entre la langue en tant qu'outil de communication et les idéologies politiques et sociales existent réellement avec un pourcentage de 83,4% de répondants au questionnaire confirmant cette tendance. En réponse à la question : « Quels groupes sociaux ou politiques parlant le français couramment en Algérie ? », nous recueillons des réponses qui donnent une idée sur la création sociale de l'altérité linguistique par rapport au français. Ces réponses permettent de dresser une liste de groupes qui utiliseraient le français selon leur appartenance à une tranche sociale précise ou une fraction politique :

Souvent les francoberbéristes, les universitaires, les partis politique d'opposition
L'ancienne génération...
Les kabyles
Politiques
Les riches bcp plus
Les étudiants du la langue
les soit disant riches et les Algérois
Les personnes âgées et les intellectuels
FFS
Les gens qui font les échanges commerciaux et économiques.
Les praticiens de la langue eux-mêmes.
Les gens de la capitale
Pour moi beaucoup plus l'élite cultivée...
Démocrates libérales
Le français est la langue la plus apprise et parlée dans tous les niveaux, précisant les sciences
et pour la politique éliminant les islamistes.

Notons pour commencer dans les réponses ci-dessus l'utilisation du français par les catégories signalées comme un moyen de communication et c'est le cas des étudiants de langues, ceux qui en font usage pour des échanges commerciaux, les intellectuels cette première tranche d'utilisateurs du français en ont besoin dans un pragmatisme de l'emploi d'un idiome bien précis pour des raisons purement utilitaires et techniques. Les contrats



d'échanges commerciaux se font souvent en français vu que l'administration des impôts par exemple utilise assez souvent le français dans sa paperasse. Selon les répondants, nous distinguons une deuxième tranche des utilisateurs du français qui le font comme marqueur social voire politique. Parmi les réponses recueillies, nous mettons en exergue celles qui renvoient en apparence à une importance accordée au français dans l'exercice du pouvoir en Algérie : « Les franco-berbéristes, les partis politiques d'opposition, Politiques, FFS (front des forces socialistes), Démocrates libéraux ». Notons tout de même que la composante majeure de ce groupe est constituée essentiellement de l'opposition politique en Algérie. Les franco-berbéristes renvoient à une fraction qui repose sur des origines ethniques berbères et qui sont autant francophones que francophiles. L'opposition en Algérie parle français comme pour dire son refus à la politique de l'état notamment pour le projet d'arabisation. Le front des forces socialistes s'est déjà opposé à la tête d'une manifestation à Alger contre l'arabisation. Les démocrates libéraux en Algérie sont composés essentiellement de l'opposition contre laquelle on oppose le FLN (front de libération nationale) considéré comme un parti conservateur. Le français semble une langue utilisée sciemment pour faire valoir des points de vue de l'opposition politique. Pour les participants, le français est un élément identifiant une classe politique d'opposition. Taleb Ibrahimy évoque ce point précisément et elle explique cette situation de concurrence des élites politiques notamment :

« [...] Il va de l'anti-arabisme de certains berbéristes à l'anathème porté contre les francophones soupçonnés de sympathie chronique pour l'ancienne puissance coloniale, en passant par les qualificatifs méprisants appliqués aux arabisants, jugés rétrogrades, archaïques ou encore intégristes. »(Taleb Ibrahimy, 2006 : 118)

Le recours au français dans ce cas précis de l'opposition rappelle le propos de Claude Hagège qui pense que « Seuls les gens mal informés pensent qu'une langue sert seulement à communiquer. Une langue constitue aussi une manière de penser, une façon de voir le monde, une culture. » (De Visscher, 2017). Le français est plus qu'un outil de communication, il s'agit donc d'un vecteur d'opposition d'abord du choix de l'arabisation tel est le cas de la manifestation animée en partie par le FFS en 1990 contre le projet de l'arabisation des institutions de l'état algérien. Le français est un choix d'appartenance à une culture politique française qui repose sur la liberté totale d'exprimer ses idées et c'est une exploitation d'une altérité linguistique jugée péjorativement, car elle éveille des soupçons de collaboration avec l'étranger pour une importante tranche de la société algérienne. L'utilisation du français par l'opposition politique, selon des répondants au questionnaire, est un fait identifiant souvent très mal vu, car qualifié appartenant au « parti de la France » comme l'évoquent Euvé et Sarthou-lajus littéralement en « *hizb frança* ». Sur ce point, il semble que le rapport au français est exclusif pour ceux-là qui font partie de l'opposition.

7. Quel altera lingua à l'égard du français ?

Il est question ici de comprendre le regard porté sur le français en tant qu'altérité linguistique, est-il toléré ou rejeté ? Existe-t-il une situation de conflit avec l'arabe en Algérie ? 52.5 % des participants au questionnaire pensent qu'il existe un conflit entre les deux idiomes à cause des relations compliquées entre l'Algérie et la France. Cette situation tendue se traduit par le conflit entre l'élite arabophone et francophone à certains niveaux de la société algérienne où parler français risque de faire étiqueter son utilisateur de « *Harki* » : Ce terme renvoie aux collaborateurs avec l'armée française d'Algérie pendant la Révolution algérienne. Le conflit existant est en fait un conflit d'intérêts dans le cadre des tractations diverses qui animent la



société algérienne. L'un des répondants pense : « A mon avis à certains niveaux de notre société il y a un conflit entre arabophone et francophones, d'un côté il y a un complexe de supériorité et de l'autre d'infériorité. »

Cette vision du conflit entre les arabophones et les francophones est un fait saillant et il n'est pas dû qu'à l'histoire coloniale française de l'Algérie apparemment, mais la dépasse d'un point de vue historique aux conflits entre deux mondes géographiquement proches et culturellement séparé selon Manzano qui pense que la faille est plus ancienne en évoquant des rapports de domination : « [...] de relations ethnolinguistiques (multiséculaires) entre le monde roman et le groupe chamito-sémitique. » (Manzano, 2003, : 54). Selon le questionnaire, les représentations partagées de la langue française étaient diverses. Nous les organisons en trois catégories. La première catégorie, la moins nombreuse considère la maîtrise du français comme un privilège : la richesse du français en tant que langue ainsi que la culture véhiculée. Pour cette catégorie, le français est un bien précieux à sauvegarder et à promouvoir. La deuxième catégorie partage des représentations reposant sur le fait que le français est une simple langue de communication. La troisième catégorie est celle de ceux qui recalent le français au profit de l'anglais qui occupe un rang mondial plus avancé en termes d'utilisation ou qui le considèrent comme une langue de prestige social. La vision extrême est celle qui lie directement le français au colonialisme comme dans les réponses suivantes :

Langue de colonisation
C'est une langue de colonialisme.
C'est la langue coloniale
الاستعمار
un butin de guerre

Dans les cinq réponses exposées, l'aspect communicatif de la langue est abandonné au profit d'une vision imposée par l'histoire coloniale : le français est la langue du colonisateur avec toute une charge sémantique lourde de sens pour cette vision. L'altera lingua repose dans le cas échéant sur une identification historique du fait linguistique et c'est probablement le fait qui permet de voir au-delà de la langue une altérité qui définit la sienne propre. Sur ce point, nous pouvons mettre à plat la situation de conflit évoqué entre les arabophones et les francophones de l'Algérie. Le français pour un francophone notamment de l'opposition comme cela a été évoqué dans l'élément précédent constitue un levier de résistance autant à l'arabisation émanant des pouvoirs en place, mais également c'est un élément d'identification par rapport à une France qui sert de modèle de l'exercice politique de la démocratie. Il faut noter que l'opposition politique algérienne se réfugie souvent en France. *A contrario* le français pour les arabophones est vu comme un idiome menaçant un choix linguistique fondateur de l'état si nous nous remettons au principe de l'unidité tel qu'il est évoqué par Marc Crépon (Gauthier, 2011). Cette altérité linguistique du français reposerait notamment sur un substrat historique et colonial, car cette langue était imposée aux indigènes et elle a continué à être la langue dominante dans les ex-colonies françaises, cette vision est soutenue par le propos de Rachid Boudjedra cité par Martin et Drevet (2009 : 92) :

« La langue française, je n'ai pas été à sa rencontre. C'est un fait dû à la colonisation, à l'histoire. Je ne l'ai pas choisie. On peut presque dire que c'est elle qui m'a choisie. Dans des conditions plutôt dramatiques, hélas : la colonisation. La langue française, cela veut dire aussi parfois annulation de la



langue arabe et, donc, c'est problématique [...] Nous avons un rapport quand même dramatique à la langue française. »

Le propos de Boudjedra est en adéquation avec les réponses du questionnaire en ce sens où le français est défini notamment en tant que langue imposée par le colonisateur et qui occupait pendant longtemps et jusqu'à aujourd'hui une part importante du paysage linguistique algérien. L'imposition du français pendant la colonisation contre une interdiction d'enseigner l'arabe est l'équivalent d'une aliénation d'un bien précieux chez les populations arabes et ce traumatisme est toujours évoqué dans certaines représentations de cette langue même pour des générations nées sous l'indépendance de l'Algérie. Françoise Vergès (2018), sensible à la question de la politisation de la francophonie, invite à décoloniser la langue française qui est reçue par les populations des ex-colonies notamment et des français d'outre-mer comme la langue des esclavagistes bien qu'elle soit en même temps la langue de la constitution de la République d'Haïti par exemple. Sur ce point Vergès, (2018) met l'accent sur un soft Power visant la sauvegarde du français et à travers lequel les ex-colonies. Sans cette politique, la francophonie sera menacée selon Borer (De Visscher, 2017) qui pense que :

« La langue et la culture française sont... une alternative au modèle anglo-saxon. Mais nous y avons renoncé. Sinon nous verrions tous les jours à la télévision française les Québécois, les Belges, les Suisses, les Burkinabés. Or que nous propose-t-on ? Des séries américaines. La France a renoncé à la francophonie pour prendre part à l'Europe anglophone. Djibouti sera perdu dans dix ans, le Rwanda l'est déjà. ».

8. Synthèse

Toutes les données analysées dans les éléments précédents nous amènent à penser à un avenir précaire du français au sein de la société algérienne. Cette langue oscille constamment entre le statut de langue seconde ou véhiculaire et celui de langue étrangère privilégiée pour les uns, mais rejetée par les autres : elle est autant fantasmée qu'abandonnée. Partagée entre le déni « officiel », d'une part, et la prégnance de son pouvoir symbolique, d'autre part, consacrant un état de bilinguisme de fait sinon de droit – comme nous l'avons déjà souligné ci-dessus – qui traduit l'ambivalence de la position d'un pays qui est le plus grand pays francophone après la France, mais qui n'a rejoint que tardivement les instances de la francophonie à titre d'observateur. Le corpus authentique constitué nous a permis à la lumière de travaux divers de dégager un paysage linguistique éclaté, qui est à reconstruire en vue d'appréhender le comportement d'une société à l'égard d'une altérité linguistique foncièrement présente à divers niveaux et remise en question pour diverses raisons. Les trois positions les plus présentes vis-à-vis de cette altérité sont : sauvegarder et s'imprégner autant linguistiquement que culturellement de cet idiome, s'en servir autant qu'un simple outil de communication, s'en débarrasser en optant pour l'anglais. Entre les trois positions évoquées, le dernier choix est le plus présent autant dans le questionnaire que dans le débat sur Twitter. Le doute sur l'avenir de la langue française s'installe de part et d'autre des deux rives de la méditerranée au moment où l'Algérie prend des décisions pour intégrer l'anglais en tant que première langue étrangère enseignée au primaire et au moment où une convention de consolidation de l'anglais a été signée entre l'ambassade des états unis d'Amérique et l'Algérie. Une question existentielle se pose alors, quel avenir du français en Algérie ? Le malaise que traverse le français en tant que langue est bien présent et les changements des priorités linguistiques de la société algérienne semblent réels. La menace anglo-saxonne dont parle Hagège cité par De Visscher par rapport au français semble vraie dans le cas algérien



et les mises en garde de Françoise Vergès quant à la décolonisation du français dans le cas africain et algérien en particulier semblent être une priorité de la francophonie si le choix de celle-ci est la sauvegarde de la langue française en Algérie.

9. Conclusion

L'altérité linguistique du français comme langue de l'ancienne puissance colonisatrice est l'un des traits linguistiques saillants et très débattus (Vergès, 2018) dans les sociétés postcoloniales dont l'Algérie constitue peut-être le cas le plus exemplaire en Afrique du Nord. Intégrée à la France métropolitaine en tant que département à partir de 1848 sous le gouvernement de la Deuxième République française, l'Algérie était considérée comme un territoire français où une politique linguistique de francisation était exécutée. Une politique d'aliénation du colonisé au profit de son acculturation y était pratiquée « Peau noire masque blanc » de Frantz Fanon est une analyse de cette situation coloniale. Malgré le traumatisme lié à la colonisation, le français était tout de même un idiome lié au modernisme et aux sciences et technologies pendant les premières décennies de l'indépendance. Cependant, les changements sociaux et économiques, les mutations mondiales, la domination de l'idéologie néo-libérale et la volonté américaine d'imposer l'anglais comme langue mondiale (Hagège cité par de Vischer) ont participé à l'instauration de nouvelles préférences linguistiques.

Références bibliographiques

- De Visscher, Pierre., 2017, « L'emprise sociétale du langage, instrument du pouvoir », *Les Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale* Numéro,114-115 (2-3), P. 265-305. <https://doi.org/10.3917/cips.114.0265>.
- François Euvé, Nathalie Sarthou-Lajus., 2021, « France-Algérie : l'héritage colonial ». *Études* Septembre (9), p.19-31. <https://doi.org/10.3917/etu.4285.0019>.
- Gauthier, Cécile., 2011, « Changer de langue pour échapper à la langue ? L' "identité linguistique" en question », *Revue de littérature comparée* 338 (2), p.183-96. <https://doi.org/10.3917/rlc.338.0183>.
- Godart-Wendling, Béatrice., 2020, « La langue, un ciment vers l'identité ? », *L'identité. Dictionnaire encyclopédique*, Gallimard, Collectif, P.133-46.
- Josserand, Jérôme-Frédéric., 2011, « Langue et identité : abandon ou maintien d'une langue, le cas de la Vallée d'Aoste », *Synergies pays scandinaves*, N°6; p. 89-96.
- Laurence Hansen-Løve & Al., 2011, « La philosophie de A à Z (nouvelle édition) | Editions Hatier », 2011, <https://www.editions-hatier.fr/livre/la-philosophie-de-z-nouvelle-edition-9782401073654>.
- Manzano, Francis., 2003, « Diglossie, contacts et conflits de langues ... A l'épreuve de trois domaines géo-linguistiques : Haute Bretagne, Sud occitano-roman, Maghreb », *Cahiers de sociolinguistique* 8 (1), p. 51-66, <https://doi.org/10.3917/csl.0301.0051>.
- Martin, Patrice.; Christophe, Drevet., 2009, *La langue française vue de la Méditerranée*. Zellige.
- Taleb Ibrahim, Khaoula., 2006, « L'Algérie : coexistence et concurrence des langues », *L'Année du Maghreb*, n° I (juin), p.207-218. <https://doi.org/10.4000/anneemaghreb.305>.
- Vergès, Françoise., 2018, « Décoloniser la langue française. Pour une politisation de la Francophonie », *Revue du Crieur* 10, p. 68-81. <https://doi.org/10.3917/crieu.010.0068>.



Annexes

Président Tebboune: adopter la langue anglaise à partir du cycle primaire (publié le 19-06-2022)
<https://www.aps.dz/algerie/141444-president-tebboune-adopter-la-langue-anglaise-a-partir-du-cycle-primaire>

Sans limites | Dimensions de la bataille de la langue et de l'identité en Algérie et rôle de la France dans ce conflit avec Muhammad bin Ali <https://www.youtube.com/watch?v=oFzhI-dJCn0>

Le site du centre national de recherche préhistoriques, de l'anthropologie et de l'histoire
<https://www.cnrpah.org/index.php/component/k2/item/98-algerie-un-autre-berceau-de-l-humanite>
consulté le 27/7/2022

Lien vers l'article el waten <https://www.elwatan.com/edition/actualite/le-ministre-de-lenseignement-superieur-tayeb-bouzyd-le-francais-ne-peut-vous-menez-nulle-part-08-07-2019>

Lien twitter de la discussion :

https://twitter.com/monde_numidien/status/1538629826885697536?s=20&t=8ZL-e1IJ6F5HIBGNAU1dzQ

Lien du questionnaire en ligne :

https://docs.google.com/forms/d/1WIRZ5D6AtKZMGVMu4fPbHVdbqRemnzjmSnQDhjXN5CM/edit?usp=forms_home&ths=true

Site de l'ambassade américaine en Algérie

<https://dz.usembassy.gov/fr/lambassade-des-etats-unis-et-le-gouvernement-algerien-signent-un-accord-visant-a-ameliorer-lapprentissage-de-langlais/>

Ali **BOUZEKRI** est titulaire d'un doctorat en sciences du langage, il occupe le poste de professeur des universités à l'université Ibn Khaldoun en Algérie. En tant que chargé de module, il dispense des cours de civilisation et d'épistémologie. Sa carrière académique est marquée notamment par son engagement en tant que reviewer pour trois revues académiques. Les domaines de spécialisation d'Ali Bouzekri englobent l'analyse des discours politiques et des conversations dans le contexte des communications en ligne, ainsi que l'histoire de l'occident et la didactique du français langue étrangère (FLE). Parmi ses publications récentes : « La performativité passionnelle dans l'argumentation sur Twitter », « L'ethos hégémonique français dans le discours de Macron », « De l'indigénat en Algérie sous la troisième république française ».

